

Grande productrice de métaux, la Suède mise sur le regain minier

Si le sous-sol suédois est riche en matières premières, la réglementation et l'opposition des riverains retardent les projets

Le Monde 20230102

Anne-Françoise Hivert

MALMÖ (SUÈDE)-correspondante régionale

Quand les géologues ont aperçu des failles autour de Kiruna, au nord du cercle polaire, faisant craindre que le sol s'effondre sous les pieds de ses 18 000 habitants, il a fallu choisir : fermer la plus grosse mine de fer souterraine du monde, ou déplacer la ville.

C'est la seconde option qui a été retenue en 2004. Un projet titanesque, nécessitant de reloger un tiers de la population, et pour lequel la compagnie publique Luossavaara-Kiirunavaara Aktiebolag (LKAB), qui exploite la mine depuis 1898, a déjà déboursé 18,4 milliards de couronnes (1,6 milliard d'euros) et mis de côté 10,5 milliards de couronnes.

Ces chiffres donnent la mesure de ce que représente la mine pour le pays scandinave, d'autant que LKAB table sur une production de minerai de fer jusqu'en 2060. Face à la demande croissante pour certains métaux stratégiques, indispensables à la transition écologique, LKAB a décidé de retraiter ses déchets miniers pour en extraire du phosphore ainsi que des terres rares (néodyme, praséodyme, et dysprosium), qui pourraient couvrir jusqu'à 30 % des besoins européens, selon la compagnie.

« Haut potentiel »

La Suède est un des plus grands producteurs de métaux d'Europe. En 2020, 93 % du minerai de fer produit dans l'Union européenne sortait de ses mines, ainsi que 32,8 % du plomb, 34,4 % du zinc, autour de 18 % de l'or et de l'argent et 10,7 % du cuivre. Le royaume est aussi « *un des leaders mondiaux en matière d'équipements miniers avec des compagnies comme Sandvik ou Epiroc* », précise Magnus Ericsson, professeur à l'université de technologie de Lulea.

Autant de facteurs qui devraient lui donner une longueur d'avance, comme à son voisin finlandais, dans la course aux matières premières critiques. En 2020, le service de recherches géologiques de Suède (SGU) a publié un rapport, avec ses homologues nordiques, faisant le point sur l'état des réserves identifiées dans la région. Bilan : « *Nous disposons d'un substrat rocheux avec un haut potentiel pour des mines comme celles qui existent déjà, mais aussi pour l'extraction de matériaux stratégiques* », indique Erika Ingvald, directrice chargée de l'information sur les minéraux et l'industrie minière au SGU.

Douze mines sont en exploitation en Suède – contre une centaine dans les années 1950. Si aucune ne produit pour le moment de terres rares ou de matériaux stratégiques comme le lithium, le cobalt ou le graphite, les activités de prospection augmentent, après un passage à vide, ces dix dernières années, provoqué notamment par la chute des prix des métaux. En 2021, 585 permis d’exploration avaient été délivrés par l’inspection des mines.

Selon SGU, les sous-sols suédois renferment au moins 19 000 tonnes de cobalt et 3 millions de tonnes de graphite. Ils sont aussi riches en lithium et en vanadium. Selon Magnus Ericsson, « *environ 120 millions de dollars [113 millions d’euros] ont été dépensés en Suède pour la prospection en 2021, soit autant que lors de l’essor d’il y a une dizaine d’années, ce qui laisse penser qu’il y aura plus de mines à l’avenir* ». Encore faut-il que les projets se concrétisent.

Or, rares sont ceux qui obtiennent le feu vert des autorités. Tel le projet « Norra Karr », sur les rives du lac Vattern, dans le sud de la Suède. Découvert en 1906, le gisement n’a jamais été exploité. Selon la société canadienne Leading Edge Materials, qui tente depuis des années d’obtenir un permis d’exploitation, il renfermerait un des plus gros dépôts de terres rares du monde, ainsi que de zirconium. Mais il fait face à l’opposition de la population, des élus locaux et de nombreuses organisations environnementales, qui craignent une contamination du lac voisin.

Les projets se heurtent aussi à des lourdeurs bureaucratiques pouvant décourager les investisseurs, d’après M^{me} Ingvald. Elle mentionne le classement de l’institut canadien Fraser, qui évalue l’attrait des pays pour les compagnies minières : 8^e en 2016, la Suède a chuté à la 36^e place en 2021, tandis que la Finlande se classait 10^e. « *Helsinki a simplifié les processus d’autorisation et mis beaucoup d’argent dans les services aux compagnies et dans les enquêtes géologiques, alors que la Suède réduisait son budget.* »

« Constituer des réserves »

En mars 2021, à Stockholm, le gouvernement avait chargé un groupe d’experts de faire des propositions, pour « *garantir la sécurité d’approvisionnement des métaux et minerais* ». Dans leur rapport, publié en novembre, ils avertissent que si « *l’industrie métallurgique et minérale peut doubler ses opérations en Suède en un peu plus d’une décennie* », elle pourrait « *diminuer de moitié au moins, si les défis actuels ne sont pas relevés* ». Les experts évoquent l’opposition des riverains, mais aussi la complexité de la réglementation et des processus d’autorisation, l’absence de planification nationale sur les priorités stratégiques du pays et la législation européenne en matière de protection de l’environnement.

Le temps presse, rappelle Tomas Kaberger, professeur de politique énergétique industrielle à l’université Chalmers de Göteborg : « *L’électrification de la société nécessite de constituer des réserves totalement nouvelles de métaux, qui vont devoir être produits, avant de pouvoir être recyclés. Or, l’Europe est à la traîne.* »

Quant à la Suède, « *le fait que le débat sur l’énergie y soit plus politisé que jamais [entre les pronucléaire et les défenseurs des énergies renouvelables] génère de la confusion du côté des investisseurs* », remarque M. Kaberger. Le premier ministre conservateur, Ulf Kristersson, a pourtant assuré qu’il voulait refaire de la Suède « *une nation minière* ».